

Ecolo affirme son statut de parti pivot

PARTI Paul Magnette (PS) et Georges-Louis Bouchez (MR) orateurs chez les verts

- Ils participent à un Eco-lab sur l'allocation universelle.
- Ecolo assume de tester ses idées auprès de partenaires potentiels.
- Et de jouer le pivot d'une prochaine majorité.

Ce dimanche après-midi à Tour & Taxis (Bruxelles), Ecolo convie ses membres à débattre du revenu de base. Et pas uniquement ses partisans. En effet, sur ce thème qui effectue ces dernières années un retour à l'avant-plan, les verts ont invité quelques « spécialistes » de l'allocation universelle (Philippe Van Parijs, Philippe Defeyt); des représentants des syndicats, de l'UCM et de l'Inami; et des représentants de certains autres partis! Ainsi Paul Magnette (PS) et Georges-Louis Bouchez (MR) pourront-ils exprimer leurs nuances ou divergences autant que leurs ralliements sur les différents aspects de ce débat.

« Les enjeux globaux, ce sont ceux d'une Sécu, d'un modèle social à bout de souffle », insiste Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo. Pour lui, le revenu universel constitue une réponse face à la fin du plein-emploi (qui a nourri l'Etat-Providence) et de la croissance économique capable de le générer. « Et l'idée du revenu de base, c'est d'inventer un droit nouveau, un socle citoyen », poursuit-il, persuadé que le temps libéré par cette allocation permettra aux individus de davantage s'investir dans des formes de solidarités chaudes, un épanouissement personnel ou la volonté d'entreprendre. Un moyen également de lutter contre la pauvreté des plus jeunes, celle-ci touchant 21,2% des 16-24 ans, rappelle encore le coprésident d'Ecolo.

Le sujet divise. Et le clivage traverse, à gauche comme à droite, les lignes de démarcation

habituelles constituées par les frontières des partis. D'où la volonté d'Ecolo d'inviter des personnalités politiques en vue de ces partis, afin de tester avec eux les premiers points de ralliement. « Nous voulons voir comment susciter des alliances autour de ce projet, de cette réflexion. Avec qui avancer », résume Patrick Dupriez. Pour l'histoire, une telle initiative – s'ouvrir à des représentants des autres partis, le temps d'un débat – n'avait connu qu'un précédent chez les verts, quand Jacky Moraël avait organisé une rencontre sur le partage du temps de travail.

S'ouvrir aux autres partis, certes. Mais pas à tous. Le CDH est ainsi absent du panel. « Je n'ai jamais entendu quelqu'un du CDH parler de ce sujet autrement que par des slogans, rétorque le coprésident des verts. Mais ils sont les bienvenus s'ils veulent participer. » Exit également Défi et le PTB. Un peu comme si Ecolo tentait, en testant cette idée auprès de représentants des deux principales formations politiques, de se positionner en parti pivot.

Parti pivot? Une particularité propre aux scrutins proportionnels. Soit le parti qui, en s'associant à un autre plus puissant, lui permet de former une majorité gouvernementale et d'ainsi peser plus que son poids véritable dans les négociations. Dans ce rôle, le PSC puis le CDH a excellé durant des années, s'alliant tantôt aux libéraux, tantôt aux socialistes. Mais le recul des centristes dans les sondages, conjugué à la percée potentielle des verts, ouvre à ces derniers certaines perspectives. « Nous n'avons pas vocation à être le centre, qui est occupé par le CDH, mais le pivot, oui. C'est notre intention », confirme Patrick Dupriez.

Une démarche qui s'est récemment illustrée par des « rapprochements » ponctuels avec le MR au niveau fédéral. Ainsi, tout en continuant à planter des

banderilles dans la suédoise sur la fiscalité ou les pensions, Ecolo a-t-il choisi de travailler avec Marie-Christine Marghem sur l'obsolescence programmée (*Le Soir* du 27 septembre). Et un peu plus tard, les verts ont obtenu du Premier ministre que la minorité à la Chambre soit associée aux discussions sur le futur Pacte d'investissement fédéral. Une opposition différente de celle menée par la famille socialiste, et qui place Ecolo et Groen en interlocuteurs potentiels de la majorité comme du reste de l'opposition.

Si le déclin du CDH devait se confirmer – Attention! Les centristes s'en sortent souvent mieux dans les urnes que dans les sondages –, Ecolo pourrait

postuler à ce poste de pivot qui, avec le scrutin proportionnel, transforme un petit parti en « faiseur de roi », avec pour rétribution des avancées politiques qu'il ne pourrait seul espérer. Les verts ont d'ailleurs en tête l'épisode du « melon », de 2009. Face à des libéraux et des socialistes qui se regardaient alors en chiens de faïence après une campagne très dure, Ecolo et le CDH s'étaient associés pour choisir leur partenaire (socialiste, finalement) et lui imposer une série de revendications à traduire dans les déclarations de politique régionale et communautaire.

Et qui sait si le revenu de base ne reviendra pas, ainsi, sur la table lors d'une future négociation. Pour l'heure, les écologistes se montrent patients. « Ces échanges nous permettront aussi d'affiner notre modèle », explique Patrick Dupriez. Puis nous reviendrons devant le Conseil de fédération. » ■

PASCAL LORENT

REVENU DE BASE

Proposition Defeyt : 600 euros par mois

« Il existe différents modèles pour mettre en

place un revenu de base », reconnaît Patrick Dupriez. A l'occasion de l'Eco-lab de ce dimanche, Philippe Defeyt en a résumé un, qui ne sera toutefois pas le seul à être examiné par les participants. Celui-ci préconise le versement d'un revenu de base de 600 euros mensuels dès l'âge de 18 ans et pour toute la vie. Et, avant ce seuil, 300 euros par mois pour chaque jeune. Ce droit serait octroyé à tous les travailleurs et allocataires « affiliés à la protection sociale belge et à leurs enfants, ainsi qu'aux personnes ayant obtenu le statut de réfugié ». En seraient par contre exclus les travailleurs frontaliers et les fonctionnaires ne payant pas d'impôts en Belgique. Ce montant est exonéré d'impôt et s'ajoute à d'autres déjà perçus. Ainsi un travailleur perdant son emploi recevrait 600 euros plus 40% du salaire perdu; idem pour un pensionné, avec un taux de remplacement de 45%. Pour les allocataires, les différents statuts (chef de ménage, cohabitant, isolé) seraient remplacés par un statut unique individuel. Philippe Defeyt assure que le modèle se financerait à 90% au minimum « par des moyens budgétaires déjà affectés à la protection sociale et à des déductions fiscales pour les personnes à charge ». La mise en place d'un tel dispositif devrait également s'accompagner d'un encadrement du marché du travail, voire du marché immobilier locatif, afin d'éviter les effets d'aubaine et une éventuelle inflation des loyers. Les défenseurs d'une version « de gauche » de ce revenu universel tablent par ailleurs sur une éventuelle réduction du temps de travail choisie par chacun, ce complément financier permettant de travailler moins sans perte de pouvoir d'achat.

PLT